

LE MONDE ARABE ET L'EUROPE

M. Michele Capasso

Fondateur de la *Fondazione Mediterraneo*

Réseau euro-méditerranéen pour le dialogue entre les Sociétés et les Cultures

On ne peut pas ne pas être frappé par le fait que dans le monde arabe comme en Europe se manifeste, encore aujourd'hui avec la pandémie de coronavirus en cours et avec vigueur, à la fois une volonté d'indépendance et un effort d'union.

Il était assez normal que ces tendances similaires favorisent le rapprochement entre les deux côtés de la Méditerranée, qui fut de tout temps un lien plutôt qu'un obstacle pour les peuples vivant autour de son bassin.

Jusqu'à ces derniers temps, avant la pandémie, cette attirance s'est traduite surtout de façon bilatérale dans la politique de certains Etats du pourtour méditerranéen ; une étape importante a été franchie avec les contacts prometteurs qui ont été pris (surtout à Vienne en 2008) il y a longtemps entre la Ligue des Etats arabes et le Conseil de l'Europe, organisme de l'unification politique dans la région occidentale de ce continent.

La Fondazione Mediterraneo a été un des protagonistes du colloque de Vienne du 2008.

Dans ce moment difficile de l'histoire du monde des questions importantes sont sur le terrain.

1. *La pandémie de coronavirus et l'inévitable repli des Etats du monde sur leurs propres problèmes financiers et économiques ne risquent-ils pas, en freinant la coopération internationale, d'aggraver les difficultés des Pays Arabes ?*

Dans les Pays Arabes, encore plus que en Europe, la pandémie de la Covid-19 entraîne des chocs sur la demande (baisse de la consommation suite aux mesures de distanciation et confinement de la population) et sur l'offre (perturbation de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la Chine, cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux), et entraîne des spéculations sur les marchés financiers. La mobilité des facteurs est affaiblie avec la réduction des flux des transports et des voyages qu'impose la propagation de la pandémie de la Covid-19. Cette pandémie entraîne la baisse de la production et, par ricochet, la baisse des profits ou bénéfiques des firmes, la baisse des salaires, la baisse de la demande, l'accroissement des pressions sociales et de l'incertitude. Cela amène à dire que le monde arabe fait face à des chocs jumelés ou une crise jumelle, à la fois sanitaire et économique. Baldwin R. et Tomiura E. (2020) estiment que la pandémie de la Covid-19 exercerait des effets de contagion sanitaire et économique ; ils notent aussi que ce virus est un choc d'offre et de demande, il influe encore plus dans les pays arabes sur le commerce international des biens et services. Selon le FMI, la crise sanitaire de la Covid-19 dans les Pays Arabes, comme partout ailleurs, s'accompagne d'une crise économique à travers trois chocs importants qu'elle crée, à savoir : les baisses de la production et de la demande, la décélération de la croissance mondiale et le durcissement des conditions financières (et leurs retombées), et la chute significative des cours des produits de base, notamment le cours du pétrole qui a enregistré une baisse d'environ 50% depuis début 2020 (soit le niveau le plus bas depuis 18 ans). Notons que la pandémie de la Covid-19, au départ une crise sanitaire occasionnant des pertes en vies humaines, s'est traduite avec le temps par une crise d'ordre économique à la suite des différentes mesures prises par les autorités politiques pour en limiter la propagation. L'économie mondiale fait face dorénavant à un choc économique dont la nature devrait être analysée si l'on espère trouver des mesures appropriées. Dans la littérature économique, on

distingue généralement le choc d'offre et celui de la demande, soit-il exogène ou endogène selon qu'il est d'origine extérieur ou intérieur au système économique concerné. En modifiant l'offre ou la demande de biens et/ou services, un choc conduit à un déséquilibre macroéconomique pouvant se traduire par l'inflation, le chômage, le déséquilibre extérieur, la dépréciation monétaire, le déficit budgétaire, la pauvreté, l'instabilité financière, etc. Un choc d'offre affecte positivement ou négativement la production de biens ou services et nécessite de mettre en place de politiques d'offre ou des politiques structurelles (politique d'emploi, commerciale, etc.) pour y faire face.

L'actuelle situation exceptionnelle créée par la pandémie vient rappeler avec force l'importance primordiale que revêt l'obligation qui s'impose à tous les États, en vertu de la Charte des Nations Unies, de contribuer à la jouissance de tous les droits de l'homme, y compris du droit à la santé, partout dans le monde, et l'obligation faite aux États parties de coopérer à l'échelle internationale pour assurer la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Dans ce contexte, les États ne devraient pas perdre de vue qu'il est techniquement possible de réaliser des vaccins de manière à parvenir rapidement à une vaccination contre la Covid-19 qui soit abordable et accessible pour tous dans le monde. L'objectif le plus important est d'empêcher des décès et de pouvoir riposter à la pandémie dans les meilleurs délais. Des accords de licence et de transfert de technologies – fondés sur le partage volontaire, transparents, non exclusifs et axés sur la santé publique – favoriseront la concurrence et stimuleront la fabrication de vaccins à plus grande échelle et, surtout, pour tous les habitants de la planète. Tous les mécanismes, y compris les licences volontaires, les pôles de mise en commun de technologies, et les dérogations à certaines dispositions relatives à la propriété intellectuelle ou certaines exclusivités commerciales, doivent être étudiés de près et exploités. Toutes ces initiatives ont leurs propres caractéristiques et pourraient être appliquées de façon différenciée et complémentaire, car il existe aussi des difficultés d'application propres à chacune d'entre elles. C'est pourquoi elles devraient être envisagées simultanément, d'après les différents besoins des pays et la capacité de chacun de les mettre en application aux niveaux national et international.

Dans ce contexte il y a le risque d'aggraver la situation surtout dans les Pays Arabes : l'inévitable repli des États du monde sur leurs propres problèmes financiers et économiques recommande vivement de trouver des propositions pour une nouvelle coopération entre l'Europe et les Pays Arabes fondée sur une nouvelle solidarité et surtout sur une disponibilité à partager les solutions – les vaccins et autres solutions – pour la Covid-19.

Les Pays Arabes doivent participer à plein titre à la coopération scientifique internationale : un vaste effort de recherche et un appui financier conséquent des tous les États au fin de mettre au point en un temps record de plusieurs vaccins sûrs et efficaces contre la maladie Covid-19, sans compromettre la sécurité et la vie humaine.

2. Face à tous ces handicaps, comment les élites arabes pourraient-elles contribuer à l'évolution positive du monde sans avoir à s'exiler ?

La crise sanitaire mondiale que nous traversons est sans précédent dans l'histoire du monde et donc du Monde Arabe. Elle fait des morts, provoque de grandes souffrances et bouleverse des vies. Il ne s'agit toutefois pas d'une simple crise sanitaire, mais d'une véritable crise humaine. La maladie Covid-19 ébranle les sociétés en leur cœur. Le Fonds monétaire international (FMI) vient de réévaluer les perspectives de croissance pour 2020 et 2021, estimant que nous sommes entrés dans une récession aussi grave ou pire encore que celle de 2009. Une reprise ne semble possible en 2021 que si la communauté mondiale parvient à contenir l'épidémie et à prendre les mesures économiques nécessaires. Face à une crise sans précédent, nous devons faire preuve d'une créativité sans précédent. Et notre effort doit être à la mesure de l'ampleur de la crise. Aucun pays

ne pourra s'en sortir seul. Il faut agir immédiatement dans le domaine de la santé, pour empêcher la transmission du virus et mettre fin à la pandémie, et s'attaquer aux nombreuses dimensions sociales et économiques de la crise. Surtout, il faut accorder la priorité à la population, c'est-à-dire aux femmes, aux jeunes, aux travailleurs peu rémunérés, aux petites et moyennes entreprises (PME), aux travailleurs du secteur informel et aux groupes vulnérables qui sont déjà à risque. La société tout entière doit unir ses forces. Chaque pays doit agir résolument, en faisant collaborer dès le départ les secteurs public et privé et la société civile. Mais les mesures nationales ne suffiront pas, vu la portée mondiale et la complexité de la crise. Les grandes puissances économiques doivent prendre des mesures coordonnées, résolues et novatrices. Il faut en outre apporter le plus grand soutien financier et technique possible aux personnes et aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables, qui seront les plus durement touchés. Compte tenu du degré d'interdépendance des pays du monde entier sur le plan économique, social et commercial, notre force ne sera jamais supérieure à celle du système de santé le plus faible. La première étape consiste à organiser l'action la plus énergique et la plus coopérative jamais menée dans le domaine de la santé. Il faut augmenter immédiatement les dépenses de santé pour réussir à répondre aux besoins les plus urgents.

Face à tous ces handicaps, les élites arabes doivent contribuer à l'évolution positive du monde sans avoir à s'exiler. Mais le problème est l'éducation qui est à la base de chaque société.

Les discussions relatives à l'éducation au sein du monde arabe se concentrent trop rarement sur le rôle de l'école dans l'évolution des mœurs politiques et sociales ; un constat regrettable, dans la mesure où les citoyens instruits des pays arabes sont dans l'ensemble beaucoup moins émancipés, sur le plan politique et social, que les citoyens d'autres pays du monde. Si les sociétés arabes entendent s'ouvrir davantage et devenir économiquement plus dynamiques, il va leur falloir offrir un système d'éducation qui intègre et fasse la promotion des valeurs nécessaires à cet objectif.

Ce déficit se retrouve dans le World Values Survey (WVS), sondage de l'opinion au niveau mondial, qui permet de comparer un large ensemble de valeurs entre les différents pays. Récemment, le WVS a mené une étude concernant 12 pays arabes – Jordanie, Egypte, Palestine, Liban, Irak, Maroc, Algérie, Tunisie, Qatar, Yémen, Koweït et Libye – ainsi que 47 pays extérieurs au monde arabe. Les résultats de ce sondage nous permettent pour la première fois de comparer la mentalité d'une grande partie du monde arabe avec celle des citoyens du reste de la planète.

Le WVS mesure quatre valeurs politiques et sociales très révélatrices : le soutien à la démocratie, la volonté d'engagement civique, l'obéissance à l'autorité, ainsi que le soutien aux valeurs patriarcales qui sous-tendent la discrimination à l'encontre des femmes. De manière générale, à mesure qu'un Etat devient plus riche, plus instruit, et politiquement plus ouvert, le soutien à la démocratie et la volonté d'engagement civique augmentent, tandis qu'ont tendance à diminuer l'obéissance à l'autorité et le soutien aux valeurs patriarcales.

Le risque actuel est que les élites arabes s'exilent en se réfugiant dans les valeurs patriarcales. La pandémie est un problème mondial et un effort conjoint est nécessaire pour trouver une solution. Le changement est historique et nécessite une autre façon de vivre et de coopérer.

Les pays arabes doivent trouver la force dans les moments positifs de leur histoire en se rappelant que leur développement a donné naissance aux exemples les plus significatifs de coopération avec l'Europe et l'Occident en général.

Les élites arabes doivent profiter de cette crise de la pandémie de la Covid-19 pour renforcer et promouvoir les valeurs de l'économie sociale et solidaire

Il y a plus de 20 ans que j'ai lancé des appels dans tout le monde sur une prochaine crise sanitaire, des valeurs et économique fondée sur la dimension criminelle de la finance internationale, en absence de l'Ethique nécessaire pour des actions de partenariat et de co-développement. Une solution: soutenir l'économie sociale et solidaire qui doit être, dans le prochaines années, au

cœur des nouvelles générations, surtout des Pays Arabes, comme modèles de croissance et formes alternatives de co-développement. La raison principale profonde réside dans la conviction généralisée que le modèle actuel de croissance et de développement a puisé toutes ses capacités et ce à un triple niveau de la cohérence du système économique dans son ensemble, de son incapacité à répondre aux impératifs de l'inclusion sociale et à cause de la persistance des déviances qui continue de marquer son mode de gouvernance.

Dans les Pays Arabes, sur le plan de la cohérence de leurs systèmes économiques, nous assistons, en effet à l'exacerbation d'une triple contradiction qui se ramène à trois phénomènes concomitants, comme en Europe: la finance contre la production, le marché contre l'Etat et l'individu contre le groupe et contre la logique de la communauté. La crise économique et des valeurs sera, encore plus après la pandémie de Covid-19, la cause de l'exclusion sociale et l'aggravation des quatre dimensions essentielles de la question sociale dans les Pays Arabes et dans le monde en général:

- La crise grandissante des systèmes nationaux de protection sociale et l'aggravation de la problématique du financement des régimes de couverture médicale, des retraites, de l'indemnisation des personnes en situation de chômage, de dépendance et d'handicap.
- La déstabilisation des réseaux traditionnels de solidarité sociale du fait de la décomposition rapide des structures familiales et communautaires du fait de l'emprise du marché.
- La raréfaction des ressources publiques allouées aux secteurs sociaux au regard d'une demande sociale croissante exerçant une pression sur les secteurs stratégiques comme la santé, l'éducation et le logement.
- Enfin l'impact de la crise financière internationale en terme d'extension des poches de pauvreté et de creusement des inégalités sociales, de déstabilisation de la situation des classes moyennes et de saturation de la consommation des classes aisées de la société a atteint son paroxysme débouchant même pour certaines de ces couches sociales sur un-non-sens consumériste.

Le modèle économique dominant – qui continue aujourd'hui à être marqué par la prédominance de la corruption, de la spéculation, des comportements prédateurs, de la violence de l'argent, avec toutes les conséquences qui en découlent en termes de défiance dans les institutions – sera la cause après cette pandémie, d'une des plus graves crises de l'histoire du monde. Face à cet essoufflement du modèle économique dominant en termes de création de richesses, de promotion de l'emploi et de cohésion sociale, les élites arabes doivent soutenir l'économie sociale et solidaire : la seule qui peut offrir d'énormes potentialités, constituer une réelle alternative et par conséquent un levier d'avenir pour les nouvelles générations de modèle de croissance et de développement.

L'économie sociale recèle d'énormes potentialités soit insuffisamment exploitées, soit non valorisées de façon non optimale, soit tout simplement non encore explorées et ce à trois niveaux:

- L'existence de gisements importants en terme de croissance et création d'emplois dans tous les secteurs d'activité, notamment les secteurs d'avenir, tel que l'économie verte, les activités non agricoles en milieu rural, l'économie numérique, l'énergie, l'eau, l'agriculture durable, la santé, le transport, la culture et les loisirs.
- L'existence de ressources alternatives de financement, à la fois monétaire et non monétaire.
- L'existence de potentialité en matière de gestion solidaire de l'économie en phase avec l'état actuel de la société, en particulier les services aux ménages et les initiatives citoyennes dans les domaines les plus divers.

Seulement en soutenant l'économie sociale et solidaire les élites arabes pourraient contribuer à l'évolution positive du monde après la pandémie Covid-19.

Cette contribution a voulu donner des éléments pour comprendre la question et proposer des solutions.

La géographie, l'histoire, un fonds culturel commun ont, pendant plus d'un millénaire et demi, établi un intense courant d'échanges entre le nord et le sud de la Méditerranée. Aujourd'hui, avec la pandémie, il faut que les relations entre Le Monde Arabe et l'Europe, aux destins étroitement imbriqués, ne soient pas marquées par une certaine ambiguïté, voire par l'incompréhension, sinon l'hostilité.

En 1990, lors de la naissance de la Fondazione Mediterraneo, nous avons lancé le projet « LES ETATS-UNIS DU MONDE » : nous avons posé les bases pour que le Monde Arabe soit considéré comme l'élément essentiel des Etats-Unis du Monde et même le symbole représentait cette intention.

Aujourd'hui, après 30 ans, ce projet est encore plus essentiel pour partager les connaissances et combattre ensemble les ennemis que nous avons souvent créés : le changement climatique, l'injustice sociale, la destruction de la création, les pandémies.

C'est notre prochain défi pour le sauver l'humanité.

